

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
02/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARQUUS

2 RUE PANHARD ET LEVASSOR
91630 Marolles-en-Hurepoix

Références : D2023
Code AIOT : 0006504504


1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement ARQUUS implanté 2 rue Panhard et Levassor 91630 Marolles-en-Hurepoix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déplacée sur le site de Marolles en Hurepoix afin de faire le point avec l'exploitant sur différentes procédures engagées ou à engager par ses services.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARQUUS
- 2 rue Panhard et Levassor 91630 Marolles-en-Hurepoix
- Code AIOT : 0006504504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Arquus Défense exerce comme activité principale la réparation, préparation de véhicules militaires et de sécurité. Le site dispose de bancs d'essais moteurs. La société emploie 400 personnes sur son site de Marolles en Hurepoix. Le site est en cours de cessation d'activité. 

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Retour sur la visite de 2021
- Point sur la cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la visite de 2021	Autre du 30/11/2021	/	Sans objet
2	Point sur les procédures de cessation	Code de l'environnement du 02/06/2023	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit communiquer certains documents dans le cadre de la poursuite des procédures abordées lors du point avec l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite de 2021

Référence réglementaire : Autre du 30/11/2021
Thème(s) : Autre, suites visites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Retour sur la visite de novembre 2021
<p>Constats : L'inspection des installations classées avait formulé plusieurs remarques (8) ayant conduit à une lettre de suite préfectorale. La structure du présent chapitre est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nature du Point contrôlé -Référence réglementaire -Constats de 2021 -Propositions exploitant -Position de l'inspection <p>-PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION</p> <ul style="list-style-type: none"> -Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3_Chapitre 1_art 4 -Plans devant être actualisés sur la partie AEP -Consultation de prestataires en cours mais pas de réponse -Au regard des ajouts nécessaires sur le plan, le recours à un prestataire ne se justifie pas. L'actualisation des plans peut se faire directement par l'exploitant. <p>-Condition rejets effluents</p> <ul style="list-style-type: none"> -Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre3_chap1 art 6.2 -Dépassements des valeurs limites en MES et DCO en 2021 et 2022 -Analyse de 2022 conforme -Sans objet <p>-SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3_Chapitre 1_article 6.7 -Teneurs supérieures aux valeurs limites eaux brutes pour certains paramètres -Demande de précisions sur ce qui est attendu -Si stabilité des valeurs, la fréquence de suivi peut être revue ou le nombre d'ouvrages réduit sur la

base d'une synthèse des résultats. Pour le bruit de fond, des éléments peuvent être obtenus sur ADES (après vérification, il n'y a pas d'ouvrages pertinents ou données disponibles pour les piézomètres retenus) ou la banque de données du sous-sol.

-SURVEILLANCE DES REJETS A L'ATMOSPHERE

-Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3_Chapitre 2_article 4

-Analyses non faites

-Résultats de la campagne 2022 envoyée par courriel du 29/07/22 (résultats conformes)

-Sans objet

-ZONES DE DANGERS

-Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3_Chapitre 5_article 1.4

-Incohérence entre le plan et la réalité

-Séparateur non répertorié sur le plan. Le séparateur était hors service. Demande de l'exploitant si la remise en place d'un tel équipement est nécessaire.

-Au regard du plan présenté, des canalisations (eaux pluviales ruissellement) n'étaient pas reliées à cet équipement. De plus, les eaux sont dirigées vers un bassin qui est suivi d'un séparateur à hydrocarbures. L'inspection confirme que le raccordement de la canalisation sans réimplantation d'un séparateur est satisfaisante.

-Produits

-Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3_Chapitre 5_article 3.1.2

-Identification de certains fûts non effective

-Identification faite

-Sans objet

-CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

-Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 2 - Art 1

-Cessation partielle 2564 à établir

-Cessation à intégrer dans la cessation totale si possible

-Cessation des activités 2564 à intégrer au moment de la cessation totale

-Rétentions

-Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article Titre 3 - Chapitre 1- Art 7.1.1

-Fûts sans rétention

-Point corrigé : produits sur rétention

-Sans objet

Observations : L'exploitant a répondu à l'ensemble des remarques soulevées en 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point sur les procédures de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2023

Thème(s) : Situation administrative, cessation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Par un arrêté du 9 février 2022, le Gouvernement définit les modalités de certification, ou équivalent, des bureaux d'études et entreprises qui doivent délivrer des attestations dans les domaines de la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des sites et sols pollués. Pour mémoire, l'article L556-1 du Code de l'environnement oblige le maître d'ouvrage à l'initiative d'un changement d'usage d'un terrain, ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour

permettre l'usage initial, à faire attester, par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, sa prise en compte des mesures de gestion de la pollution. De la même manière l'article L556-2 du Code de l'environnement oblige le maître d'ouvrage à faire attester, par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, la réalisation de l'étude des sols demandée dans le cadre de projet de construction ou de lotissement prévus dans un secteur d'information sur les sols (SIS). Concernant le domaine de la cessation d'activité, les articles L512-6-1, L512-7-6 et L512-12-1 du Code de l'environnement oblige l'exploitant à faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité des installations mises à l'arrêt définitif. À noter que les articles L512-6-1 et L512-7-6 du Code de l'environnement relatifs à la mise à l'arrêt définitif d'installations soumises à autorisation et à enregistrement, somment également les exploitants à faire attester par l'entreprise précitée de l'adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation ainsi que de la conformité des travaux réalisés aux objectifs de réhabilitation. Enfin, il faut relever que l'article L512-6-1 du Code de l'environnement oblige les exploitants d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à faire attester par une entreprise certifiée de la mise en œuvre des opérations de démantèlement. L'arrêté du 9 février 2022 vient notamment préciser les modalités de certification de ces bureaux d'études et entreprises. Ses dispositions sont détaillées ci-dessous. À noter que les dispositions de son article 2 entreront en vigueur le 1er mars 2022 et que les dispositions ses articles 3 à 6 entreront en vigueur le 1er juin 2022.

Constats : La base de données BASOL, qui est désormais intégrée sur GEORISQUES (cf <https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/donnees#/type=instruction>), est toujours gérée par l'inspection des installations classées. La présence d'une fiche BASOL relative à votre établissement fait suite à la pollution identifiée et traitée sur votre site. Cette fiche n'a pas vocation être supprimée dans le futur même si les terrains changent d'usage. Néanmoins, des mises à jour des éléments contenus dans cette fiche sont envisageables et seront menées pour prendre en compte la cessation de vos activités dans un futur proche, l'actualisation des actions menées pour le suivi de la pollution, un éventuel changement d'usage des terrains, la nécessité ou non d'engager par l'administration des actions (tel la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire)...

Cette fiche disponible au grand public a un intérêt pour les notaires, car elle compile des éléments clés de la vie d'un établissement, notamment la connaissance sur une éventuelle pollution (sols et/ou eaux souterraines) des terrains ayant accueilli les activités industrielles d'une entreprise. Cette fiche peut être complétée par les fiches BASIAS/CASIAS qui sont également regroupées sur GEORISQUES (cf <https://www.georisques.gouv.fr/risques/basias/donnees#/>). La gestion de ces fiches est cependant du ressort du BRGM. L'inspection des installations classées communiquera au service support des fiches BASIAS les futurs éléments relatifs à la cessation de vos activités pour une prise en compte et une actualisation des données.

Observations : L'exploitant doit communiquer une copie du ou des document(s) relatifs à l'information officielle de l'inspection effectuée avant le 1er juin 2022 s'il veut bénéficier des anciennes dispositions du code de l'environnement. En effet, l'information orale lors de la visite de 2021 n'est pas suffisante.

Dans le cas contraire, le recours à des attestations par des bureaux certifiés sera nécessaire. L'inspection sollicite donc l'exploitant sur ce point spécifique afin que la procédure de cessation d'activité puisse être engagée suivant les dispositions en vigueur au moment de la déclaration effective de cessation d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

